

Guide

**pour le processus de planification
stratégique de la réponse nationale**

contre le VIH/SIDA



Analyse de situation



ONUSIDA
UNICEF • PNUD • FNUAP
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

ONUSIDA/98.19 – Traduction: OMS/TRA

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) 1998. Tous droits de reproduction réservés. Ce document peut être librement commenté, cité, reproduit ou traduit, partiellement ou en totalité, à condition de mentionner la source. Il ne saurait cependant être vendu ni utilisé à des fins commerciales sans l'accord préalable, écrit, de l'ONUSIDA. (Contact: Centre d'Information de l'ONUSIDA – 20, avenue Appia – 1211 Genève 27, Suisse – Mél: unaids@unaids.org).

Sommaire

I. Introduction

I.1	Comment utiliser le présent module?	5
I.2	Pourquoi mener une analyse de situation?	6
I.3	Qui utilisera les résultats de l'analyse?	6

II. Responsabilités

II.1	Responsabilité générale	7
II.2	L'équipe d'analyse de situation	7

III. Processus de l'analyse de situation

	Les diverses étapes du processus	9
III.1	Travail préparatoire	9
III.2	Mise au courant de l'équipe chargée de l'analyse de situation	10
III.3	Collecte des informations.....	10
	III.3.1 Questions les plus importantes à poser.....	10
	III.3.2 Aires d'investigation	15
III.4	Analyse	25
III.5	Elaborer le rapport.....	26
	III.5.1 Organiser l'information	26
	• Exemple : Analyse des conclusions d'un domaine clé: la jeunesse	26
	III.5.2 Organisation du texte	27
	• Exemple de plan de rapport	27
III.6	Diffuser le rapport pour commentaires ; finaliser le rapport	28

IV. Etape suivante : vers une analyse de la réponse..... 28

V. Bibliographie..... 29



I. Analyse de situation: Introduction

L'analyse de situation place, dans un pays donné, l'épidémie du VIH dans son contexte social, économique et culturel. Elle cherche à savoir quelles sont les personnes infectées ou vulnérables à l'infection et tente d'expliquer pourquoi. Elle recherche des éléments de réponse au-delà du comportement des populations, dans les situations sociales, économique et culturelle qui sous-tendent ce comportement.

L'analyse de situation étudie particulièrement les situations en rapport avec le VIH, les facteurs qui favorisent ou entravent sa propagation, les facteurs qui favorisent ou entravent l'accès à une qualité de vie optimale pour les personnes vivant avec le SIDA et leurs familles. En ce qu'elle explique la situation actuelle, l'analyse aide à identifier les moyens de la changer. Ces moyens impliquent que des partenariats puissent être créés au sein du secteur public ou faire intervenir des groupes publics, privés et communautaires de la société, rassemblant ainsi un vaste éventail de personnes, de compétences et de ressources au sein de l'action menée contre le VIH (que nous appellerons «la réponse» ou «la riposte» – voir *Module 2 : Analyse de la réponse*).

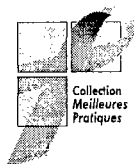
I.1 Comment utiliser le présent module ?

Le présent module, à l'instar des autres modules du présent guide, est destiné à être utilisé dans le cadre de programmes de pays, tant au niveau national que décentralisé. Il peut cependant être utile à d'autres organismes et organisations – organisations non gouvernementales (ONG) et organismes donateurs internationaux – effectuant une analyse de situation dans le cadre de leurs stratégies contre le SIDA. Ce module constitue également un guide pratique pour le personnel chargé de l'analyse.

Le présent guide part du principe que, en matière de lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA, les pays se situent à des stades différents. Les ressources dont ils disposent ainsi que l'accès qu'ils ont aux connaissances techniques et à l'information sont différents. En conséquence, de nombreux lecteurs reconnaîtront quelques-unes des activités de collecte des informations ou de travail d'analyse figurant dans le présent module, ou pourront accéder facilement à ces informations. D'autres lecteurs voudront en revanche avoir de plus amples informations sur les activités qui leur sont nouvelles, ou qui traitent de sujets pour lesquels ils ne possèdent que très peu d'informations.

Le corps du module décrit les activités de l'analyse de situation en termes généraux. L'on trouvera plus de détails sur des activités spécifiques, et des informations mieux adaptées à une région donnée dans les documents mentionnés dans la bibliographie. Celle-ci variera de ce fait d'une région à l'autre. Un exemple d'une analyse de situation récente se trouve dans les références.

Dans la version logicielle du module, qui sera disponible sur le site internet d'ONUSIDA, vous pourrez accéder automatiquement à ces informations détaillées par un simple clic sur le lien hyper-texte (à savoir sur le texte souligné et apparaissant dans une autre couleur).



Ces graphiques regroupent des références à des documents publiés ou en préparation dans la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques. Ces documents traitent des grands défis qui se posent en matière de VIH et de développement, et proposent les solutions et les actions qui ont donné les meilleurs résultats. Ils fournissent des exemples pouvant être adaptés à de nombreuses situations, et font des recommandations sur la base de ce qui s'est révélé être possible et des plus efficace. Pour les équipes effectuant une analyse de situation, les documents de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques peuvent être une source précieuse de suggestions de sujets pour une enquête. Les documents de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques peuvent être obtenus dans les bureaux ONUSIDA ou sur notre page d'accueil internet à l'adresse suivante: <http://www.unaids.org>.

1.2 Pourquoi mener une analyse de situation ?

Le VIH ne se propage pas dans le vide. Sa propagation ainsi que la qualité de vie des personnes porteuses du virus dépendent largement des facteurs sociaux, culturels et économiques de fond qui varient d'un endroit à l'autre. Comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent ces facteurs aidera les planificateurs et les communautés à déterminer les domaines nécessitant une action rapide. Ils pourront ainsi mettre à profit l'expérience d'autres pays et d'autres communautés.

Une fois terminée, l'analyse de situation doit avoir déterminé :

- ▶ quelles sont les personnes vulnérables au VIH/SIDA et pourquoi ?
- ▶ les obstacles principaux à l'élargissement de la réponse nationale ;
- ▶ les opportunités les plus prometteuses pour l'élargissement de la réponse.

1.3 Qui utilisera les résultats de l'analyse ?

L'analyse de situation sera d'abord utilisée par le groupe qui analyse la riposte actuelle menée contre le VIH puis par les personnes chargées de formuler la stratégie pour le futur. Elle revêtira également un intérêt pour d'autres groupes, tels les organismes donateurs potentiels, des ONG, ou les médias, qui ne sont pas encore engagés dans la lutte contre le virus ou qui ne font pas encore directement partie du processus de planification mais qui entendent rester informés sur la situation du VIH dans le pays.

Les conclusions de l'analyse de situation guideront l'analyse de la réponse de deux façons. En mettant en exergue les facteurs principaux qui influent sur l'épidémie, elles indiquent en premier lieu les domaines de l'action à étudier de près. En identifiant les facteurs déterminants de la transmission du VIH et leur impact, elles aident ensuite à identifier les questions à poser dans ces domaines. Ce processus d'analyse est traité plus en détail dans le *Module 2 : Analyse de la réponse*.

C'est sur les conclusions des deux exercices d'analyse que reposera la stratégie nationale. Le *Module 3 : Formulation d'un plan stratégique* décrit comment les obstacles et les opportunités mis à jour par l'analyse de situation peuvent former la trame d'une stratégie nationale contre le VIH. .

L'analyse de situation fait aussi office «d'étude de base» qui permettra par la suite d'évaluer les efforts entrepris pour changer les situations rendant les personnes vulnérables au VIH. Ajoutée à l'analyse de la réponse, elle permet de créer une base de données inestimable pouvant être utilisée pour la surveillance et le suivi de l'exécution de la stratégie nationale.

II. Responsabilités

II.1 Responsabilité générale

Au niveau national, les analyses de situation seront généralement dirigées ou sous-contractées par le responsable du programme national de lutte contre le SIDA sous la direction du Comité national d'action contre le SIDA ou par tout autre organe ou personne assumant la responsabilité de la politique de lutte contre le SIDA. Cette responsabilité incombe, dans de nombreux pays, au ministère de la Santé, mais elle peut faire partie, dans d'autres pays, du portefeuille du président ou du Premier ministre, ou d'un autre organe du gouvernement central.

Parmi les tâches les plus importantes de la personne ou du groupe assumant la responsabilité de l'analyse de situation, on compte la désignation et l'information des personnes qui entreprendront le travail.

II.2 L'équipe d'analyse de la situation

Tandis que l'analyse de la situation initiale peut être entreprise dans un cadre temporel donné, la planification et la gestion stratégiques ne sont pas des exercices ponctuels. Ce sont là des processus évolutifs comprenant une réévaluation constante des situations et des réponses nationales pour évaluer les stratégies efficaces et celles qui doivent être reformulées. Il est de ce fait logique de mettre sur pied une équipe chargée à la fois de l'analyse de la situation et de l'analyse de la réponse qui peut ainsi contribuer de manière permanente au suivi de la mise en œuvre du plan stratégique. Ce suivi permanent permettra aussi de prendre en compte de nouvelles stratégies, non planifiées, qui émergent spontanément, qui pourraient par la suite être appliquées ou étendues. Si, dans un pays donné, l'équipe chargée de l'analyse de situation est formée au sein d'une institution nationale, universitaire ou privée, celle-ci pourra continuer à effectuer le suivi de la situation et sera capable de mettre à jour une base de données au cours de cycles de planification ultérieurs.

Quelle que soit l'institution choisie pour former le corps de l'équipe d'analyse de situation, il sera important, dans le cadre d'un premier exercice d'y regrouper des membres d'horizons différents: par exemple un économiste, un fonctionnaire, un responsable de communautés, un anthropologue, et un spécialiste de la recherche de marchés. Une personne porteuse du virus, et qui est donc en contact très étroit avec l'épidémie, peut injecter une dose de réalisme dans l'analyse des situations liées au VIH d'une part et à l'action menée contre le virus d'autre part.

Lors de la première analyse de situation d'un pays, le gouvernement doit tenter de former une équipe regroupant le plus grand nombre possible de responsables clés, et ce, non seulement pour en augmenter la diversité et les domaines d'expertise, mais aussi pour créer un sentiment d'appropriation parmi eux, qui sera utile lorsque, plus tard, il faudra mobiliser des ressources.

D'une manière générale, l'équipe doit rassembler les aptitudes suivantes :

- ▶ comprendre la culture du pays, son histoire et sa structure politique ;
- ▶ savoir comment mener une recherche sociale et obtenir des informations pertinentes ;
- ▶ avoir accès à un éventail d'opinions et à des informations variées ;
- ▶ savoir réfléchir en termes généraux sur les diverses questions sociales complexes ;
- ▶ comprendre les modes de transmission du VIH et comment réduire sa transmission et son impact ;

- ▶ comprendre comment le contexte économique et social influe sur la propagation du virus et accroît la vulnérabilité des hommes et des femmes à l'infection ;
- ▶ être minutieux et objectif lors de l'étude et de la présentation des faits.

Il est important que les personnes impliquées soient capables de dédier l'intégralité de leur temps à cette tâche tout au long de l'exercice et que l'un des membres de l'équipe ait les compétences nécessaires pour synthétiser les informations et rédiger des rapports.



L'ONUSIDA recommande vivement que les organes de consultation et d'orientation chargés des questions relatives au VIH/SIDA contiennent des personnes vivant avec le virus ou directement touchées par lui. Ce sont elles, en effet, qui sont le mieux au courant des défis auxquels se heurtent les communautés et qui sont les plus réalistes face à la maladie, à son impact et vis-à-vis de l'action à mener pour la combattre.

III. Processus de l'analyse de situation

Le processus d'analyse de situation décrit ici a été développé dans le but de fournir les informations essentielles sur la dynamique de l'épidémie du VIH dans le pays et sur les conditions pouvant entraver ou favoriser la réponse nationale. Le processus souligne l'importance d'un travail intersectoriel entre des personnes appartenant à tous les niveaux de la société.

Les diverses étapes du processus

Le travail principal de l'analyse de situation peut être articulé autour des phases suivantes :

1. Travail préparatoire
2. Mise au courant ("briefing") de l'équipe chargée de l'analyse de situation
3. Collecte des informations à partir de documents, d'entretiens et de recherches sur le terrain
4. Analyse
5. Elaboration du rapport
6. Diffusion du rapport en vue de recueillir des commentaires ; mise au point finale du rapport

La quantité de données épidémiologiques et sociales déjà disponibles conditionnera dans une large mesure la durée de l'analyse de situation. Il en est de même pour la taille et la structure du pays, la phase dans laquelle se trouve l'épidémie et la complexité que celle-ci présente. Les analyses de situation s'inscrivant dans le cadre de la planification stratégique en matière de VIH se sont jusqu'à présent étalées sur des durées comprises entre deux semaines et huit mois.

Il va sans dire que, à moins qu'il n'existe déjà une base de données complète, la première analyse de situation est plus longue que les analyses ultérieures. La plupart du temps, les informations recueillies ne changent pas radicalement dans le temps. Si elles sont conservées par les partenaires ou par les responsables du programme de lutte contre le SIDA, elles peuvent rapidement être mises à jour à l'occasion de planifications et d'évaluations ultérieures.

III.1 Travail préparatoire

Les phases de l'analyse de situation ne doivent pas nécessairement être toutes effectuées en un seul temps. Le travail préparatoire peut par exemple être entrepris bien à l'avance, par un seul membre de l'équipe, recruté spécialement dans ce but. Une bonne préparation comprend les actions suivantes :

- ▶ L'identification des sources d'information et la collecte des documents connexes. La mise de ces documents à la disposition de tous les membres de l'équipe avant le début effectif de l'analyse peut représenter un gain de temps considérable ;
Une liste des sources d'information peut être trouvée à la fin du module.
- ▶ Sélectionner les membres de l'équipe d'analyse de situation, en fonction de leurs compétences, de leur expérience, de leur représentativité et de leur disponibilité ;
- ▶ La composition de l'équipe d'analyse de situation a déjà été abordée ;
- ▶ Etablir le calendrier des rendez-vous pour les visites sur le terrain, les entretiens, etc.

Il est important de prendre ces rendez-vous bien à l'avance, pour s'assurer que les personnes clés sont disponibles autant pour les visites que pour les entretiens, ce qui évite des frustrations de part et d'autre, fait gagner du temps et permet aux acteurs sur le terrain de mieux se préparer.

III.2 Mise au courant de l'équipe chargée de l'analyse de situation

Avant toute autre chose, l'équipe chargée de l'analyse de situation doit être informée par le responsable du programme national et par les membres du Comité national d'action contre le SIDA.

Ces réunions de mise au courant doivent comprendre :

- ▶ des discussions sur les documents qui sont mis à la disposition de l'équipe ;
- ▶ les approches actuelles utilisées par le programme national d'action contre le SIDA, principalement les stratégies principales utilisées, les groupes cibles et les activités principales ;
- ▶ les difficultés auxquelles se heurte le programme national d'action contre le SIDA en essayant d'atteindre ses objectifs (difficultés politiques, culturelles, en matière de ressources et de gestion) ;
- ▶ les changements probables ou souhaitables dans la gestion du programme de pays ;
- ▶ l'engagement des parties à apporter une aide pratique à l'équipe chargée de l'analyse de situation (informations techniques supplémentaires, logistique, rendez-vous, etc.)

III.3 Collecte des informations à partir de documents, d'entretiens et de recherches sur le terrain

Les sources d'informations ont déjà été décrites. Vous trouverez ci-dessous les principales questions à poser, et les axes proposés pour investigation. Pour déterminer les questions importantes dans des domaines prioritaires, il est conseillé aux planificateurs de consulter les documents de la Collections ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques.

Après la mise au courant, et une fois que les membres de l'équipe ont étudié et discuté des documents qui leur ont été distribués, ils doivent avoir une idée précise de ce que l'on sait sur l'épidémie et ses causes premières. Ils doivent alors identifier ce que l'on ne connaît pas. Dans ce cas, l'équipe doit se donner pour but de recueillir les informations auprès d'informateurs clés, par de groupes de discussion ou par d'autres techniques de terrain.

Ces techniques peuvent aussi être utilisées pour compenser un manque de données dans d'autres domaines. Par exemple, une étude pourrait souligner le rapport entre la vulnérabilité à l'infection à VIH et certaines professions, mais ne pas donner de détails sur la distribution de ces professions selon le sexe. Les recherches de terrain peuvent combler ce manque et permettre aux planificateurs de tirer des conclusions importantes que les données d'origine n'eussent pas soulignées.

La plupart des techniques de recherche de terrain nécessitent beaucoup de temps et d'énergie, et leur utilisation doit être limitée à la collecte des données essentielles pour la compréhension du contexte dans lequel s'inscrit le VIH dans le pays.

Une liste des publications recensant des informations sur les techniques de recherche sur le terrain est donnée dans la bibliographie.

III.3.1 Identifier les plus importantes à poser et de ce fait les principes directeurs adaptés par le pays

Tous les pays suivent des principes directeurs, explicites ou implicites. Ceux-ci peuvent être stipulés dans la constitution ou dans des conventions internationales dont le pays est signataire. L'équipe chargée de l'analyse de situation se concentrera sur ces principes pour les sujets d'ordre politique ou juridique (voir Aires d'investigation). Les principes orientant la volonté du pays à changer les situations qui favorisent la propagation du VIH et à assurer les droits et les responsabilités des personnes directement touchées par la maladie peuvent également s'appliquer dans d'autres domaines de l'investigation, tel, par exemple, le statut des femmes. Etant donné que ces principes doivent gouverner à la fois les situations concernant le VIH et la réponse nationale, ils doivent être énoncés clairement et constituer le point de départ du processus d'analyse.



b) Quels sont les facteurs principaux qui déterminent la propagation du VIH et ses effets?

Une des caractéristiques essentielles de la planification stratégique est qu'elle se concentre avant tout sur les domaines d'action prioritaires. L'ONUSIDA recommande vivement de déterminer ces domaines prioritaires à l'avance en fonction de l'importance que revêtent les différents facteurs dans la propagation du VIH/SIDA. Les autres priorités – politiques, financières, communautaires – seront prises en compte plus tard dans le processus de planification, lorsque les opportunités pour une réponse efficace seront étudiées.

Plus que le comportement à risque en lui-même, ce sont les facteurs sous-jacents, incitant les personnes à adopter un comportement à risque, qui constituent le réel moteur de l'épidémie. Ces facteurs sont souvent d'ordre économique (pour un professionnel du sexe, c'est l'impossibilité de gagner sa vie autrement), social, culturel, et environnemental. En déterminant quelles sont les racines de l'épidémie, les planificateurs seront capables de regrouper les facteurs les plus importants pour en faire des domaines d'action prioritaires.

De plus, les considérations épidémiologiques peuvent déterminer l'importance des facteurs. Par exemple, les taux de transmission au sein d'une population de toxicomanes et de professionnels du sexe et leurs clients pourraient être aussi élevés l'un que l'autre, et les deux communautés de taille quasiment identique. Mais si les toxicomanes ont le plus souvent des rapports sexuels entre eux, les clients de prostituées ont souvent des rapports avec leur femme ou d'autres amis, l'impact potentiel du second groupe sera donc plus grand sur l'épidémie dans le pays.

c) Quels sont les obstacles au changement dans les domaines prioritaires?

En matière de propagation ou d'impact du VIH, un élément devient généralement d'importance capitale parce que, par le passé, il a été considéré trop difficile à changer ou parce que les tentatives dans ce sens ont échoué. L'analyse de ce qui fait perdurer des situations qui rendent les personnes vulnérables au VIH et à son impact est une étape déterminante dans la planification de stratégies efficaces. L'équipe d'analyse de situation doit tenter d'identifier ces obstacles, qui peuvent être de nature très variée. Certains groupes peuvent avoir intérêt à perpétuer la situation actuelle ou à s'opposer violemment aux initiatives qui peuvent susciter un changement.

- ▶ Les groupes qui pourraient s'opposer au changement sont les suivants:
 - la communauté vulnérable elle-même;
 - les politiciens;
 - les organismes donateurs importants;
 - les groupes qui ont tenté de changer la situation sans obtenir de résultat;
 - l'administration;
 - les chefs religieux et culturels;
 - le monde des affaires.
- ▶ A cause d'un manque de ressources, il peut être difficile de réduire la vulnérabilité des populations au VIH et à son impact. Par ressources, on peut entendre des fonds ou des personnes ou encore l'existence d'un ministère ou d'institutions mandatées et capables de répondre aux besoins d'un groupe de personnes donné. L'équipe d'analyse de situation doit, pour tout domaine prioritaire, vérifier les ressources disponibles en matière de:
 - infrastructure institutionnelle;
 - connaissances et de compétences;
 - biens et services;
 - ressources humaines;
 - fonds.

d) Opportunités : quels sont les facteurs susceptibles de favoriser le changement dans les domaines prioritaires ?

L'équipe d'analyse de situation doit rechercher les facteurs contribuant au changement de la situation dans les domaines prioritaires. Des personnes, tout autant que des situations, peuvent jouer ce rôle :

- ▶ Si certains groupes voient leur intérêt dans l'opposition au changement, certaines personnes et communautés sont au contraire en faveur du changement. Parmi ces dernières, il y a par exemple la personnalité politique influente qui envisage un futur plus sûr et plus sain pour la nation, ou une communauté de personnes vivant avec la maladie et ses conséquences, ou encore l'entreprise qui désire protéger l'investissement qu'elle a fait dans la formation de son personnel. Les mêmes groupes décrits comme obstacles éventuels sous le point 3 pourraient aussi bien être ceux en faveur du changement.
- ▶ Dans de nombreux pays, le fort développement de la société civile pourrait constituer une réelle opportunité pour être utilisée dans des actions pour lesquelles le gouvernement est moins compétent, voire moins disposé à agir (par ex. l'éducation des groupes de population marginalisés).
- ▶ Événements particuliers. Des événements tristes ou douloureux peuvent donner l'opportunité d'élargir l'action menée contre le VIH, par exemple :
 - l'annonce d'un accroissement alarmant du nombre d'orphelins dus au SIDA, l'annonce publique de la séropositivité d'une vedette sportive ou d'une célébrité sont de bonnes occasions d'accroître la prise de conscience du public ;
 - l'équipe d'analyse de situation devrait profiter de l'annonce officielle par le gouvernement de sa détermination à intégrer le VIH/SIDA dans ses plans de développement.

L'exemple ci-dessous présente et analyse les informations relatives à un groupe réputé vulnérable dans une situation de pays imaginaire : la jeunesse.

Exemple : Analyse de situation pour un domaine particulier : recueillir des informations relatives à la transmission du VIH chez les jeunes

a) Déterminer les principes directeurs du pays

Aux termes de la constitution, hommes et femmes sont égaux devant la loi, et les sept principes de l'Etat définissent l'accès de tous à l'éducation et aux soins de santé de base comme l'un des objectifs de la politique nationale. Le respect des aînés est inscrit dans la culture. L'âge légal de la majorité est de 21 ans, et jusque-là, les jeunes n'ont pas de droits au regard de la loi.

b) Quels sont les facteurs principaux déterminant la propagation du VIH chez les jeunes ?

Résumé de la situation chez les jeunes

Il n'existe pas d'étude sur le VIH pour l'ensemble de la population, mais les données sur la surveillance par réseau sentinelle fournies par les femmes qui reçoivent des soins prénataux indiquent que la prévalence du VIH chez les adolescentes est de 6%.

Les adolescentes qui ont abandonné leurs études sont en outre trois fois plus susceptibles de tomber enceintes que leurs camarades scolarisées. A 14 ans, un garçon sur cinq et une fille sur trois a déjà abandonné ses études.

Une enquête auprès d'adolescents masculins ayant quitté l'école a révélé que sur dix, huit d'entre eux citaient comme leur héros la star de l'équipe nationale de football n'ayant pas fait d'études. Parmi les recrues masculines à l'armée (des jeunes de 19 ans tirés au sort), 60% présentent des signes d'infection présente ou passée liée à des maladies sexuellement transmissibles (MST). Selon une étude de l'Association médicale nationale, 85% des adolescents ayant contracté une MST ont

déclaré s'être soignés avec des médicaments «de la rue». Aucun d'entre eux n'avait passé un test de dépistage du VIH.

Une enquête nationale sur les attitudes des parents montre que 90% d'entre eux ont entendu parler du SIDA. Bien que seulement 10 % d'entre eux aient abordé le sujet avec leurs enfants, les parents sont quasiment tous convaincus que leurs enfants en ont entendu parlé «à la télé».

Plus de 90% des sondés ont la conviction que le sexe avant le mariage est inconcevable, et la même proportion a déclaré qu'ils déshériteraient leur fille s'ils apprenaient qu'elle était enceinte. Des garçons, la plupart des sondés ont répondu «qu'on ne les refait pas». Environ 50% des pères ont déclaré avoir eux-mêmes perdu leur virginité avec une prostituée.

La majorité des parents s'est opposée à ce que des cours d'éducation sexuelle soient dispensés dans les écoles, considérant que cela ne ferait qu'inciter leurs enfants à tenter l'expérience. Au cours d'un atelier parrainé par l'ONUSIDA, le ministre de l'éducation et le responsable du syndicat des enseignants ont tous deux exprimé leur désaccord avec cette opinion.

Les préservatifs sont faciles à obtenir gratuitement dans les services de planification familiale, qui ne sont destinés qu'aux couples mariés. On peut également se les procurer en pharmacie, mais à un prix élevé et de qualité considérée faible. Une étude conduite par l'association de la planification de la famille a montré que les préservatifs sont le moyen de contraception le moins apprécié. Une autre enquête menée par des consultants en management privé, sur la demande d'un grand fabricant occidental de préservatifs, a révélé que les sondés, hommes comme femmes, considèrent que les préservatifs sont réservés aux «gens malsains» et «ne conviennent pas pour la personne qu'on aime».

Bien que la Croix Rouge internationale ait lancé, il y a deux ans, un service de dépistage volontaire du VIH et de conseil en la matière, les jeunes ne semblent pas y avoir recours. Ils évitent également les cliniques d'Etat spécialisées dans les MST.

Déterminants principaux

De nombreux adolescents ont une vie sexuelle active, et certains ont des rapports sexuels non protégés avec des partenaires à risque. Les adolescentes qui ont quitté l'école ont tendance à avoir plus de rapports non protégés que celles qui continuent leurs études.

- ▶ Les jeunes n'ont pas d'idée précise de ce que sont les comportements à risque ;
- ▶ Il est difficile aux jeunes de se procurer des préservatifs ;
- ▶ Il ne suffit pas de faire de la prévention dans les écoles, puisque les comportements à risque sont concentrés chez ceux qui ont abandonné leurs études, à savoir une grande partie de la population adolescente ;
- ▶ Les filles sont plus vulnérables que les garçons, parce qu'elles ont tendance à quitter l'école plus tôt ;
- ▶ L'accès limité à l'information et aux services, qui rend les jeunes vulnérables à l'infection à VIH, repose sur un ordre social et culturel fondé sur la subordination de la jeune génération à ses aînés.

c) Obstacles : quelles sont les contraintes au changement dans les domaines d'action prioritaires ?

Certains groupes d'intérêt seraient-ils opposés au changement ?

- ▶ Les attitudes sociales envers le sexe au sein de la population adulte qui exerce une influence sur les décisions politiques seront un obstacle à la communication avec les jeunes. Parmi ces attitudes, on compte un système de deux poids deux mesures entre les garçons et les filles et une volonté de nier les comportements existants.
- ▶ Le manque d'enthousiasme des parents à parler plus ouvertement des comportements à risque est fortement renforcé par les leaders religieux.

Le pays a-t-il les moyens de provoquer un changement ?

- ▶ Il existe certes un ministère de la Jeunesse et des Sports, mais celui-ci ne reçoit qu'une infime partie du budget national et ne dispose que de peu d'employés compétents.
- ▶ Les changements récents de politique économique ont eu pour résultat la fuite des cerveaux du secteur public, y compris du système scolaire public, vers le secteur privé.
- ▶ Avec la chute du prix, sur le marché mondial, des marchandises qui représentent la plus grosse part des exportations du pays, le budget alloué aux programmes sociaux est limité. La crise économique a eu pour conséquence de ralentir les contributions privées aux services bénévoles tels que la Croix-Rouge. Toutefois, les principaux donateurs internationaux sont prêts à promouvoir une meilleure santé reproductive pour les jeunes.

d) Opportunités : quels sont les facteurs susceptibles de favoriser le changement dans les domaines d'action prioritaires ?

Qui soutient le changement dans le domaine d'action prioritaire ?

- ▶ La classe politique – ministère de l'Éducation ou syndicats d'enseignants – soutient vivement l'introduction de l'éducation sur le VIH dans les programmes scolaires. Pour contourner l'opposition parentale, il est possible de créer un compromis mettant sur pied un enseignement sur «les styles de vie sains» et les «valeurs familiales».
- ▶ Le ministre de la Jeunesse, membre du plus petit parti de la coalition au pouvoir, part à la retraite le mois prochain. On s'attend à ce qu'elle soit remplacée par une ancienne star du cinéma proche du président.

Qui est compétent pour provoquer ce changement ?

- ▶ Plusieurs entreprises fabriquant des biens de consommation ont mené avec succès des campagnes actives pour la promotion de produits destinés aux adolescents.
- ▶ Les groupes de gestion du secteur public ont suffisamment de main d'œuvre pour conseiller les groupes communautaires sur les moyens les plus efficaces de fournir des services aux jeunes.
- ▶ Les dernières réglementations en matière de presse et de censure ont donné le jour à un secteur médiatique privé actif. Selon les estimations, les chaînes de télévision et les stations de radio privées permettent de toucher les jeunes de manière bien plus efficace que les médias de l'État.

Quels sont les aspects positifs de la situation sur lesquels s'appuyer ?

- ▶ Les attitudes envers les préservatifs indiquent qu'ils sont déjà reconnus comme un moyen de prévention des maladies sexuellement transmissibles. Une présentation et une promotion meilleures pourront parfaire leur image et en faire l'accessoire nécessaire à toute relation de respect. Il est vital de réussir à mettre à la disposition des adolescents des préservatifs de qualité à un prix abordable. Des entreprises internationales sont intéressées par le marché national. Leurs connaissances en marketing aideront peut-être à résoudre ces problèmes.
- ▶ La majorité des jeunes ayant contracté une MST à un moment ou à un autre de leur vie ont cherché à se soigner mais peu d'entre eux se sont rendus dans des cliniques d'État. Aussi, travailler avec les «médecins des rues» serait une bonne chose, tout comme développer des services recevant les adolescents.
- ▶ La passion que nourrissent les jeunes pour le football permettra sans doute de communiquer avec eux dans des circonstances qui leur sont familières et par le biais de personnes qu'ils respectent.

III.3.2 Aires d'investigation

Notre société est une vaste toile de facteurs sociaux, économiques et culturels qui sont souvent interdépendants. Par mesure de simplicité, les équipes conduisant des analyses de situation doivent diviser des réalités complexes en sujets gérables. Cette section suggère une division possible, mais les analystes se rendront bien compte que, comme dans toutes les divisions, certains sujets se recoupent. Par exemple, la relation entre les hommes et les femmes au sein de la société influe sur la vulnérabilité des différentes personnes au VIH et constitue un sujet d'enquête à part entière. Mais l'équipe chargée de l'analyse de situation étudiera également les différences entre hommes et femmes pour des sujets aussi divers que l'emploi, l'accès aux services de santé et la migration. Les équipes d'analyse de situation se rendront également compte que certains sujets n'ont qu'un intérêt local et n'appartiennent à aucune catégorie mentionnée ci-dessous.

a) Questions relatives à la population

- ▶ Démographie
- ▶ Migration, mobilité et déplacement
- ▶ Géographie

b) Question de santé

- ▶ Questions générales
- ▶ VIH/SIDA/MST

c) Questions sociales

- ▶ Différences ethniques et culturelles
- ▶ Religion
- ▶ Comportement sexuel
- ▶ Consommation de drogue
- ▶ Statut des femmes et schémas familiaux

d) Questions politiques, juridiques et économiques

- ▶ Système politique
- ▶ Lois et droits de la personne
- ▶ Economie
- ▶ Services sociaux
- ▶ Education
- ▶ Communication
- ▶ Services de santé

f) Partenariats

- ▶ Institutions non gouvernementales
- ▶ Secteur privé
- ▶ Instituts de recherche

Le but est de se demander si un sujet donné a un rapport avec l'épidémie de VIH dans le pays, et si oui, de quelle manière. Les membres de l'équipe peuvent prendre la liste ci-dessus comme point de

départ, ou alors faire des investigations plus spécifiques à la situation du pays. Même de brèves discussions sur les sujets détaillés dans cette section feront apparaître des questions clés à poser. Les documents de la Collection ONUSIDA sur les *Meilleures Pratiques* sont conseillés pour stimuler la réflexion sur d'autres questions pertinentes.

Un exemple réel d'une analyse de situation se trouve dans la bibliographie. Il s'agit là de sujets quelque peu différents de ceux qui sont énumérés ci-dessus, ce qui est la preuve que les équipes travaillant sur le terrain devront adapter leurs domaines d'investigation et leur méthodologie de manière à répondre à la situation locale.

III.3.2.a Questions relatives à la population

► Démographie

Les caractéristiques démographiques sont souvent le révélateur d'autres facteurs socio-économiques et culturels susceptibles d'augmenter la vulnérabilité au VIH, d'encourager les comportements à risque ou d'en minimiser les conséquences. Par exemple, un taux de fécondité élevé chez les adolescentes peut traduire un taux élevé de rapports non protégés dans ce groupe. Ou encore, la différence de distribution d'âge et de sexe entre les villes et les campagnes est révélateur de taux de migration différentiels pouvant créer des comportements sexuels qui augmentent la vulnérabilité des populations au risque d'infection à VIH.

Les facteurs démographiques pourront influencer également l'attitude des populations face au risque et leur capacité à faire face aux conséquences de l'épidémie. Dans des situations où la mortalité adulte est très élevée à cause d'une guerre ou d'une catastrophe naturelle, la menace d'une maladie chronique telle que l'infection à VIH peut paraître dérisoire. Des indicateurs démographiques peuvent aussi révéler des facteurs directement liés au VIH :

- des indicateurs directs de comportement sexuel tels que les taux de fécondité ;
- la structure de la population et la répartition géographique des sous-groupes de populations ;
- les modèles dominants de fécondité et de mortalité influençant la représentation que les gens se font de la survie, et la façon de laquelle ils organisent leurs familles et leurs communautés ;
- les modèles de mortalité indiquant les changements dans les causes principales de décès.

► Migration, mobilité et déplacements

La migration peut déséquilibrer le mode de vie des personnes : les stratégies visant à réduire le risque – comme les rapports sexuels au sein d'une relation unique et fidèle – sont plus difficiles à mettre en place et les services nécessaires à la protection et aux soins plus difficiles d'accès. En outre, c'est souvent pour des raisons d'ordre économique ou pour fuir des persécutions politiques, des troubles civils ou des catastrophes naturelles que les gens migrent. Ils sont particulièrement vulnérables à l'exploitation, et considèrent que leur survie immédiate est plus importante que leur santé à long terme.

S'ils veulent étudier si la migration accroît la vulnérabilité au VIH, sa propagation, son impact, et de quelle façon, les membres de l'équipe doivent prendre en considération :

- les niveaux de mobilité internes et externes, d'immigration et d'émigration ;
- les schémas de migration et la mesure dans laquelle ils influencent la propagation géographique du VIH ;
- les raisons principales de la migration ;
- si la migration limite l'accès aux services ou augmente la vulnérabilité d'une autre façon.



La migration est un domaine complexe dont les caractéristiques sont tout à fait dépendantes des pays. L'ONUSIDA élabore actuellement des documents de la Collection sur les Meilleures Pratiques qui aideront à cerner cette question. Le document «Les réfugiés et le SIDA» peut également être utile dans ce domaine.

► Géographie

La géographie d'un pays peut avoir des implications importantes pour le VIH et ses conséquences. La taille d'un pays et ses variations géographiques peuvent influencer sur l'exécution de politiques et de plans nationaux. L'isolation relative de certaines zones peut mettre des barrières à la propagation du VIH certes, mais aussi à l'information et aux autres services aidant les personnes à se protéger et à faire face à l'impact du VIH.

La géographie peut contribuer à l'inégalité des richesses : les personnes vivant dans des zones non fertiles et inhospitalières sont souvent plus pauvres que les autres, et donc susceptibles de migrer à la recherche d'un travail ou de s'engager dans des professions telles que le commerce du sexe qui entraîne un comportement à haut risque.

Les membres de l'équipe peuvent également se demander :

- si la taille et la diversité du pays peuvent jouer un rôle négatif sur la mise en application de la politique ;
- s'il y a des variations géographiques dans la disponibilité des services, y compris les communications ;
- si les variations géographiques ont un effet sur les stratégies de subsistance et de survie.

III.3.2.b Questions de santé

► Questions générales

Les données relatives à la santé, à la morbidité et à la mortalité peuvent révéler beaucoup sur les styles de vie d'une population, notamment sur son comportement vis-à-vis du VIH/SIDA et sur les questions connexes, sur les différences de l'état de santé des différents groupes, en fonction de leur sexe notamment. Elles indiquent aussi de manière précise l'efficacité réelle des services de santé publique et peuvent de ce fait aider les planificateurs à estimer les chances de réussite d'une action planifiée.

► Épidémiologie du VIH/SIDA et des MST

Si l'on veut examiner le contexte d'une épidémie de VIH, un point de départ évident est de regarder le mode de propagation du VIH lui-même et des autres maladies sexuellement transmissibles. L'examen de données épidémiologiques – y compris les données comportementales et l'étude des connaissances et des attitudes – aidera à identifier les grandes tendances de l'épidémie, à comprendre les réussites et les échecs du passé et à identifier les nouveaux défis à relever. Le cas échéant, il relèvera aussi les lacunes en matière d'information.

L'équipe doit se demander quelles sont les personnes infectées par le VIH ou vulnérables à l'infection du fait de leur comportement ou de celui de leurs partenaires, ou du fait des connaissances ou des croyances qui conditionnent leur comportement. Pour cela, des informations dans les domaines suivants sont nécessaires :

- les cas d'infection à VIH et de SIDA (sur la base du dépistage du VIH et de la déclaration des cas de SIDA aussi bien que des estimations éclairées) ;
- les autres affections dont le mode de transmission est identique à celui du VIH, tels l'hépatite B, la syphilis, le chancre mou, la blennorragie et autres MST. La présence de ces affections est le signe que la population a des comportements la mettant à risque d'infection à VIH ;



- les comportements qui constituent un risque d'infection ou qui protègent de ce risque, dont des informations sur les comportements sexuels, l'utilisation de préservatifs, et la consommation de drogues, éventuellement en utilisant les mêmes seringues ;
- les connaissances sur le SIDA, ses moyens de transmission et la façon de s'en préserver, ce qui donnera des indications sur l'aptitude des personnes à adopter un comportement à moindre risque ;
- les attitudes envers le sexe, les préservatifs et la consommation de drogue, la perception personnelle du risque et la maîtrise personnelle de sa santé et de son comportement pouvant expliquer la volonté des personnes à s'engager ou non dans des activités à risque.

Des systèmes de surveillance sont mis en place dans de nombreux pays mais varient considérablement dans leur étendue et leur représentativité. Les documents de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques traitant de la surveillance et des maladies sexuellement transmissibles peuvent aider à identifier les questions pertinentes concernant la situation épidémiologique du pays.

III.3.2.c Questions sociales

L'organisation des sociétés influence considérablement la vulnérabilité au VIH. L'étude des conditions et du statut des différents groupes d'une société peut être une tâche fort délicate, mais donnera des informations intéressantes à la fois sur la transmission du VIH et sur les types d'intervention possibles.

► Différences ethniques et culturelles

Le comportement sexuel, les traditions d'aide aux défavorisés, les stratégies de lutte, la tolérance vis-à-vis de la diversité sociale et les autres formes d'interaction humaine susceptibles d'influencer l'épidémie de VIH sont généralement profondément ancrées dans un contexte culturel, qui dépend lui-même d'identités ethniques, religieuses et linguistiques.

L'équipe d'analyse de situation cherchera à déterminer comment ces facteurs culturels peuvent influencer les situations et les comportements ayant trait au VIH. Elle étudiera notamment :

- les différences de comportement face au VIH selon les différents groupes culturels, y compris les schémas d'initiation sexuelle, le mariage et les interactions entre les sexes ;
- la marginalisation de groupes en ce qui concerne l'éducation, l'emploi ou la prise de décision ;
- l'accès inégal aux services liés au VIH, y compris aux données épidémiologiques et aux services de santé reproductive ;
- les traditions de soins et de protection au sein de la famille et de clans.

► Religion

De nombreuses instances religieuses prennent des positions catégoriques sur les comportements privés, plus encore lorsqu'il s'agit de sexe et de procréation. Parfois, ces positions ne correspondent pas aux comportements privés des adeptes de la religion. Souvent, une religion donnera une forte identité à une communauté et les institutions religieuses peuvent devenir d'importantes sources d'information sur des sujets de société et de morale. Faire partie d'un groupement religieux peut également être source de marginalisation. L'équipe d'analyse de situation notera :

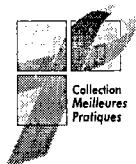
- les religions principales et leurs points de vue en matière de comportement sexuel et d'autres comportements à risque ;
- les attitudes de l'État et de la société face aux différents groupes religieux ;
- les indications de comportement non conforme aux principes prônés par la religion ;
- l'influence des leaders religieux sur le gouvernement ;
- les traditions de soutien social et de fourniture de services au sein de chaque communauté religieuse.

► Comportement sexuel

Puisque le VIH est la plupart du temps transmis lors de rapports sexuels, ceux-ci sont d'une importance cruciale pour comprendre pourquoi les personnes sont vulnérables à l'infection et quels sont leurs comportements à risque. Certains comportements à haut risque peuvent ne concerner que certains groupes bien définis partageant une même identité sexuelle. Pour beaucoup, l'identité sexuelle et le comportement à risque varient en fonction de la situation présente. De ce fait, un homme qui se considère hétérosexuel peut s'engager dans le commerce du sexe avec d'autres hommes sans pour autant s'identifier à la population «à haut risque» de ceux qui se définissent comme homosexuels.

Le principal comportement sexuel à risque consiste à avoir un rapport sexuel de pénétration non protégé avec un partenaire dont le statut VIH ou l'histoire sexuelle est inconnu(e). Pour faire le lien entre les types de comportement sexuel et la propagation du VIH dans le pays, les membres de l'équipe doivent étudier :

- s'il existe dans le pays des types de rencontres sexuelles favorisant les comportements à haut risque ;
- si les comportements à risque sont limités à des groupes clairement identifiés ;
- le degré d'interaction entre les personnes au comportement à haut risque et celles dont le comportement présente un risque moindre ;
- si les comportements à haut risque sont le résultat de contraintes ou d'échanges volontaires contre des biens ou de l'argent ;
- si les comportements sexuels à risque sont généralement associés à d'autres comportements, comme la consommation d'alcool ou la consommation occasionnelle de drogue ;
- l'attitude de la société vis-à-vis de comportements à risque courants, y compris le refus de services et de soins ou le libre accès à l'information.



Le comportement sexuel varie considérablement d'un pays à l'autre. On trouvera dans la Collection Meilleures Pratiques davantage d'information pour orienter les questions applicables à la situation d'un pays donné. «Le SIDA et les rapports sexuels entre hommes», «Professionnels du sexe, leurs clients and le VIH» et «Maladies sexuellement transmissibles et le VIH» se révéleront particulièrement utiles.

► Consommation de drogue

La consommation de drogue par injection est un moyen de transmission courant dans de nombreux pays. En effet, la croissance exponentielle du VIH chez les toxicomanes a, dans certains pays, déclenché des épidémies plus étendues, le virus s'étant propagé des milieux de toxicomanie vers d'autres groupes. La consommation de drogue par injection est souvent illégale et généralement cachée du public. Mais même lorsqu'il n'existe aucune information directe sur la consommation de drogue, des indications indirectes de son existence peuvent indiquer le besoin d'informations supplémentaires ou d'action. L'équipe chargée de l'analyse de situation recherchera :

- ce que l'on sait sur la consommation de drogue par injection dans le pays ;
- les pratiques d'injection les plus courantes ;
- d'où proviennent les seringues et le matériel de stérilisation ;
- si les toxicomanes qui se piquent ont d'une manière générale des rapports sexuels avec des personnes non toxicomanes, y compris avec des professionnels du sexe ;
- les lois et les pratiques pour ce qui concerne les arrestations, les incarcérations et le traitement des toxicomanes ;

- les attitudes sociales à l'égard des toxicomanes ;
- tout indicateur indirect concernant la toxicomanie : saisie de drogue ou arrestation de dealers.



On trouvera de plus amples informations pour orienter les questions sur la consommation de drogue dans le document de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques intitulé «Utilisation de drogues par injection et VIH».

► Différences selon le sexe

Le sexe définit les différences existant entre les hommes et les femmes en termes de connaissances, croyances et comportement. Les normes en la matière sont liées à la différence de vulnérabilité à l'infection à VIH selon le sexe, et aux différences dans l'accès aux soins et au soutien pour faire face à l'épidémie. Dans leur étude des types de vulnérabilité à l'infection au VIH des hommes et des femmes, l'équipe d'analyse de situation recherchera :

- les différences dans les normes sociales qui définissent la masculinité et la féminité ;
- les différences d'accès à l'éducation, l'emploi, les informations et la liberté de mouvement selon le sexe ;
- les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes en réponse à l'impact du VIH/SIDA.



La prise en considération du rôle des hommes et des femmes et leurs relations rendra les activités planifiées de lutte contre le VIH/SIDA plus efficaces et plus complètes. Le document de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques intitulé «Gender and HIV/AIDS» donne un aperçu des questions les plus importantes à traiter dans ce domaine.

► Statut des femmes et modèles de famille

Dans de nombreuses sociétés, les femmes sont dépendantes des hommes tant économiquement que socialement. Cette dépendance les empêche de se protéger contre le VIH : par peur de perdre son moyen de subsistance, une femme dépendant de son partenaire n'osera pas lui demander d'utiliser des préservatifs ou lui refuser des rapports sexuels non protégés. Les normes du mariage qui limitent le choix des jeunes ou obligent une jeune femme à épouser un homme plus âgé (dont l'histoire sexuelle l'a exposé au virus) peut aussi accroître la vulnérabilité des femmes. L'impératif culturel selon lequel la femme doit avoir des enfants limite aussi son aptitude à réduire les risques d'exposition au virus. Pour déterminer le statut des femmes au sein d'une société, l'équipe chargée de l'analyse de situation étudiera :

- le degré d'autonomie dont jouit la femme au niveau national, communautaire ou personnel ;
- les sources de revenu et le soutien financier des femmes et de leurs enfants ;
- les droits de succession en vigueur dans le pays ;
- les normes en matière de mariage, de divorce et de fécondité.



La vulnérabilité des femmes va d'une plus grande vulnérabilité biologique à celle due à des facteurs sociaux et économiques. On trouvera de plus amples informations sur les facteurs concernant la femme et le VIH dans le document de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques intitulé «La femme et le SIDA».

III.3.2.d Questions politiques, juridiques et économiques

► Système politique

La politique et le gouvernement influent sur la capacité d'un pays à lutter contre l'épidémie du VIH/SIDA ainsi que sur les moyens qu'il est prêt à y consacrer. La structure du gouvernement et des systèmes de planification déterminera également la répartition du travail la plus efficace au sein d'un processus de planification stratégique. Lors de la recherche d'opportunités pour une réponse nationale efficace contre l'épidémie de VIH, les membres de l'équipe garderont à l'esprit :

- la structure du gouvernement, y compris les relations entre le gouvernement central et les provinces ou districts, et les relations entre le législatif et l'exécutif ;
- la nature de la planification nationale, y compris les relations entre le plan de développement national et les plans sectoriels ;
- les systèmes de concertation et de prise de décision politiques : groupes principaux d'intérêt ;
- les systèmes de financement, de distribution des fonds entre secteurs et activités ;
- les attitudes gouvernant le financement du développement au niveau national, international ou des ONG ;
- les principes directeurs nationaux.

► Lois et droits de la personne

Dans toute société, la loi et les principes des droits de la personne ont une profonde influence sur l'évolution de l'épidémie de VIH/SIDA. Les lois gouvernant la prostitution, l'homosexualité et la consommation de drogue peuvent déterminer s'il est facile de communiquer avec les personnes au comportement à risque. Les lois gouvernant l'emploi et la discrimination peuvent, quant à elles, déterminer la vulnérabilité des personnes à perdre leur moyen d'existence une fois qu'elles ont contracté le virus. Enfin, les lois gouvernant la succession peuvent déterminer si une femme dont le mari vient de mourir du SIDA peut continuer ou non à travailler la terre de son défunt mari.

Le respect des droits de la personne déterminera non seulement le cadre juridique gouvernant la capacité des personnes à se protéger de l'épidémie et de ses conséquences sur le plan personnel ou de la communauté, mais aussi les caractéristiques opérationnelles de ce cadre. L'environnement juridique et répressif a aussi son importance car il influe sur la population des prisons. Si les personnes se trouvent incarcérées à cause d'un comportement à risque et que des comportements à risque existent également dans le système carcéral, les prisons peuvent avoir une influence sur la propagation de l'épidémie et sur la qualité de vie des personnes concernées.

Lors de ses investigations sur les lois et les droits de la personne, l'équipe d'analyse de situation doit prendre en compte :

- les lois qui tendent à marginaliser les comportements à risque ou entravent la communication avec les personnes vulnérables ;
- les lois qui interdisent ou permettent la discrimination contre les personnes vivant avec le SIDA ;
- les lois qui augmentent la vulnérabilité à l'infection et à ses conséquences, y compris celles ayant trait à l'incarcération ;
- les principes constitutionnels ou nationaux qui renforcent ou contredisent les lois et pratiques existantes ;
- les principes constitutionnels ou nationaux qui renforcent ou contredisent les engagements pris à l'occasion d'accords internationaux ;
- les pratiques connues pour mettre en péril les droits constitutionnels du citoyen.



Pour plus d'informations sur le Droit et les droits de la personne dans le cadre de l'épidémie, et pour trouver les questions ayant trait à ce domaine, l'on peut se reporter au document de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques intitulé «Droits de la personne, éthique, lois et VIH/SIDA». Un autre document, «le SIDA dans les prisons» se révélera également utile.

► **Economie**

L'économie d'un pays influence l'évolution d'une épidémie de VIH à de nombreux égards. Les pays pauvres ont de plus en plus de mal à financer des programmes de prévention et à fournir un niveau satisfaisant de soins et de soutien aux personnes infectées. Les principales industries de la nation – depuis l'agriculture de subsistance jusqu'aux entreprises de fabrication pour l'exportation, en passant par l'industrie minière – peuvent influencer les types de revenu et de résidence, qui à leur tour peuvent influencer la vulnérabilité au VIH et à ses conséquences.

Souvent, la disparité des richesses – entre individus ou entre provinces – joue un rôle plus important dans la propagation de l'épidémie que le niveau de richesse en lui-même. Le niveau de richesse peut toutefois jouer un rôle plus important dans la détermination de la vulnérabilité à l'impact du VIH.

Du fait que le VIH touche la couche de la population la plus active sur le plan économique, la progression de l'épidémie peut avoir des répercussions économiques importantes en termes de compétences perdues et de productivité. L'équipe chargée de l'analyse de situation doit penser :

- aux ressources que le pays peut dédier à la limitation de la propagation de l'épidémie et de ses effets ;
- à la façon dont les principales industries affectent la vulnérabilité des personnes au VIH
- aux possibilités d'engagement du secteur privé ou des initiatives menées sur le lieu de travail pour réduire le risque et la vulnérabilité ;
- à la question de savoir si la répartition des richesses tend à promouvoir des comportements à risque au sein de certains secteurs de la population ;
- aux forces et aux faiblesses des diverses communautés pour absorber le coût des soins et de l'atténuation de l'impact ;
- aux besoins auxquels les secteurs économiques devront faire face au fur et à mesure que l'épidémie progressera.



Un document de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques intitulé «Le secteur privé et le VIH/SIDA» contient des informations pouvant orienter les questions sur ces domaines.

III.3.2.e Services sociaux

► **Education**

L'éducation peut considérablement réduire la vulnérabilité à l'infection au VIH. Les personnes ayant un niveau d'instruction plus élevé ont un meilleur accès à l'information, ce qui leur permet de prendre des décisions avisées. Elles ont plus d'opportunités en matière d'emploi et de revenu. Il leur est plus facile d'adopter des comportements à moindre risque et des attitudes tolérantes qui réduisent l'impact de l'épidémie sur le reste de la population. L'équipe chargée de l'analyse de situation examinera :

- l'étendue du système scolaire, y compris des écoles d'Etat, des écoles privées et religieuses ;
- l'égalité des garçons et des filles pour ce qui est de l'accès à l'école ;
- la capacité des écoles à intégrer des cours de styles de vie sains dans le cursus scolaire.



Deux documents de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques, intitulés «Ecole et VIH/SIDA» et «VIH/SIDA, enfants et jeunesse» donnent de plus amples informations sur les sujets clés dans ce domaine.

► Communication

La connaissance du VIH et l'attitude envers les personnes vivant avec le virus conditionnent en grande partie la réussite éventuelle des efforts entrepris pour la prévention et l'atténuation des conséquences de l'épidémie. Les croyances au sujet de l'épidémie déterminent également si les individus, les communautés, les entreprises et les secteurs gouvernementaux sont disposés à investir leur temps, leur énergie et leurs ressources dans la lutte contre le VIH. Comprendre les voies de communication peut jouer sur la façon dont l'information est fournie. L'équipe analysera :

- Où la plupart des personnes se renseignent-elles au sujet du VIH et du SIDA ?
- Qui contrôle ces sources d'information, et dans quelle mesure celles-ci sont-elles fiables ?
- Quelles sont les alternatives possibles ?



L'importance des moyens de communication en matière de VIH fait l'objet d'un document de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques intitulé «Programmation des communications et VIH/SIDA».

② Services de santé

Par la prise en charge correcte des cas de MST, en assurant la sécurité transfusionnelle, en mettant au point des soins de santé prénatale et périnatale, le système des soins de santé est un élément clé de la prévention de l'infection par le VIH. Il joue bien sûr également un rôle essentiel dans la prestation de soins et dans le soutien aux personnes infectées et à leurs familles. L'équipe chargée de l'analyse de la situation décrira :

- la structure du système de santé, y compris la relation entre les soins de santé primaires et les niveaux de soins de référence, les services de santé reproductive et les MST ;
- la couverture et les ressources du système de santé, y compris le personnel et les fournitures ;
- l'accessibilité des services de santé aux divers groupes de population, particulièrement aux personnes ayant un comportement à risque ;
- les traditions de confidentialité, de conseil et de soins à domicile ;
- le financement des soins de santé, y compris le recouvrement des coûts, et les systèmes d'assurance formels et informels.



Le système de santé regroupe de nombreux éléments importants pour les planificateurs en matière de VIH. De nombreux documents de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques étudiant différents aspects du système de santé, des soins et de la santé reproductive sont en cours d'élaboration. Bien que certains de ces documents concernent la phase d'analyse de la situation, beaucoup d'autres sont d'un grand intérêt pour l'analyse de la réponse nationale décrite dans le Module 4 de la présente série. Rappelez-vous par exemple au document intitulé «Le personnel du système de santé, référence à la VIH/SIDA».

③ Ressources financières

L'identification des ressources est une étape fondamentale de la mobilisation des ressources. La plupart des questions évoquées ici seront détaillées dans le **Module 4**, mais comme nous l'avons souligné précédemment, l'analyse de mobilisation des ressources doit commencer dès le début du processus de planification stratégique.



Les gouvernements et les autres institutions qui planifient l'action élargie menée contre le VIH auront intérêt à créer des partenariats efficaces permettant à chaque secteur de travailler dans les domaines dans lesquels ils sont le plus à même d'obtenir de bons résultats. Les partenaires des secteurs public, privé et communautaire contribueront à mobiliser tous les éléments qui concrétisent la réponse nationale : des fonds aux préservatifs sans oublier les informations et la pression politique.

► Institutions non gouvernementales

De nombreuses institutions et organisations peuvent travailler avec le gouvernement ou suivre les directives énoncées dans les plans gouvernementaux pour contribuer au succès de la réponse nationale. Il s'agit là d'institutions opérant au niveau local, d'organisations implantées dans les communautés et d'institutions internationales. Certaines d'entre elles peuvent déjà être impliquées dans des activités liées au domaine de la prévention, des soins ou de l'atténuation des conséquences du SIDA tandis que d'autres auront besoin d'être stimulées pour étendre leurs activités à ce domaine. L'équipe chargée de l'analyse de la situation recherchera :

- les ONG déjà impliquées dans le développement et la lutte contre le VIH ;
- les institutions s'intéressant à des sujets de développement connexes, la protection des femmes par exemple ;
- les institutions dont les traditions de protection sociale sont déjà profondément ancrées, tels les monastères et les temples ; et
- les institutions en rapport avec les réseaux de personnes à risque ou vulnérables, tels que les adolescents.



Dans de nombreux pays, les partenariats étroits entre les communautés et d'autres groupes non gouvernementaux ont joué un rôle déterminant dans l'élargissement de la réponse nationale. On trouvera davantage d'informations sur les questions spécifiques à ce domaine dans les documents de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques intitulés «Mobilisation communautaire et SIDA» et «Organisations non gouvernementales, leurs réseaux et le VIH/SIDA».

► Secteur privé

L'industrie privée peut constituer un partenaire important et efficace dans la promotion, la prévention et les soins. De plus, elle dispose souvent d'énormes ressources qu'elle est disposée à investir dans la lutte contre le VIH/SIDA. L'équipe identifiera :

- comment les entreprises contribuent à la vulnérabilité et comment elles pourraient renverser la tendance ;
- quels biens, services et compétences faisant défaut à la réponse nationale peuvent être apportés par des entreprises ;
- de quelle manière le gouvernement incite les entreprises à contribuer à réduire la vulnérabilité ;
- quels hommes d'affaires sont capables et désireux d'utiliser leur influence pour favoriser une action intersectorielle plus large.



Ce sujet fait l'objet d'une étude approfondie dans le document de la Collection ONUSIDA sur les Meilleures Pratiques intitulé «Le secteur privé et le VIH/SIDA».

► Instituts de recherche

L'analyse de situation est généralement entreprise par une institution locale tournée vers le développement social ou la recherche en matière de VIH. Plus la recherche sur le VIH est de qualité, mieux adaptée sera la réponse et plus efficace l'utilisation des ressources. L'équipe chargée de l'analyse de situation se renseignera :

- sur la disponibilité de chercheurs et d'institutions spécialisées dans la recherche sur le VIH ;
- sur la disponibilité de chercheurs et d'institutions spécialisées dans des domaines similaires comme la santé reproductive ;
- sur les systèmes de financement de la recherche sociale et la priorité donnée à ce domaine d'activités.

III.4 Analyse

L'analyse constitue l'étape la plus importante de l'analyse de situation. Elle ne se limite pas à la simple description de la situation, mais analyse l'importance que celle-ci revêt pour l'épidémie de VIH. Pour chacun des principaux facteurs contextuels influençant l'épidémie dans le pays, cette analyse doit :

- indiquer comment le facteur accroît la vulnérabilité à l'infection à VIH et ses effets ;
- estimer l'importance relative de ce facteur pour l'épidémie du pays ;
- déterminer les obstacles au changement d'une situation donnée ;
- déterminer les opportunités pouvant contribuer à la mise en place d'une réponse efficace ;
- différencier les aspects structurels difficiles à changer de ceux pour lesquels le changement est possible.

Cette analyse prendra en compte les informations pertinentes provenant de tous les sujets étudiés et regroupera les différents aspects qui ont trait à un thème commun. Parmi les thèmes clés, on trouvera souvent les groupes vulnérables ou les domaines structurels contribuant à la propagation du VIH et de son impact. Si l'équipe conclut que les femmes sont un groupe vulnérable important lors de la collecte des informations, elle peut, lors de l'analyse de ce thème, inclure des informations tirées de sections portant sur la démographie, la migration, la religion, le comportement sexuel, l'éducation, l'économie – sur quasiment chaque domaine de l'enquête – ou tirées d'études sur «Le statut des femmes et les modèles de famille».

De la même façon, l'équipe peut par exemple déterminer que la migration est le thème central contribuant à la propagation du VIH et de ses conséquences et à la vulnérabilité des populations face à l'épidémie. Dans ce cas, la phase analytique mettra en commun les informations recueillies du point de vue géographique, économique, de la communication, des services de santé et des différences ethniques et culturelles ainsi que les informations rassemblées sur les sujets de «La migration, la mobilité et les déplacements».

Les résultats de cette analyse seront utilisés par l'équipe chargée de l'analyse de la réponse, et serviront de base à l'élaboration du nouveau plan stratégique. L'équipe chargée de l'analyse de la réponse évaluera si celle-ci répond aux besoins des domaines prioritaires identifiés dans l'analyse de situation, si elle a pris en compte les obstacles à la réduction de la vulnérabilité au VIH et si elle tire profit de toutes opportunités permettant d'élaborer une réponse efficace.

III.5 Elaborer le rapport

Le rapport d'analyse de situation fournit un résumé détaillé des conclusions du groupe de travail. L'information doit être descriptive et analytique. Elle sera présentée sous forme de matrices, de cartes, de figures ou de texte.

III.5.1 Organisation de l'information

Le but est d'élaborer un rapport utile et pertinent destiné à des lecteurs appartenant à tous les secteurs. Dans la phase d'analyse de l'exercice, l'équipe chargée de l'analyse de situation aura rassemblé l'information dans les domaines d'importance prioritaire concernant l'épidémie dans le pays. Lors de l'élaboration du rapport, elle énumérera pour chaque domaine les points qu'elle juge importants pour le pays, donnant ainsi un résumé de la situation. Sur la base des conclusions de l'analyse, le rapport peut alors mettre en lumière les besoins spécifiques de réponse à cette situation. Il sera donc possible d'élaborer un diagramme mettant en évidence :

- ▶ les obstacles les plus importants qui entravent la mise en œuvre d'une réponse efficace dans un domaine donné ;
- ▶ les opportunités étant le mieux à même de favoriser une réponse plus efficace.

Exemple présentant l'analyse des conclusions d'un domaine clé : la jeunesse

Pourquoi le domaine est-il important ?

Les jeunes de ce pays étaient considérés comme ne faisant pas partie d'une population à risque du fait des fortes sanctions sociales à l'égard du sexe avant le mariage. L'analyse de situation a mis en évidence un large fossé entre l'idée reçue et la réalité. Les jeunes de ce pays ont effectivement des rapports sexuels, qui les exposent au risque d'infection à VIH. Certains d'entre-eux sont déjà infectés par le virus, d'autres par des MST qui peuvent augmenter leur risque d'infection par le VIH. Cela est particulièrement vrai des personnes qui abandonnent tôt leurs études. Si les jeunes sont exposés aux campagnes d'information sur le VIH destinées au grand public, ils n'ont pas pour autant accès aux services qui leur permettraient de se protéger.

Besoins de réponse

Les jeunes ont besoin :

- *d'informations supplémentaires concernant les comportements sexuels responsables ;*
- *de préservatifs adaptés aux jeunes ;*
- *de pouvoir obtenir ces préservatifs et bénéficier d'autres services.*

Protection des jeunes contre le VIH et ses conséquences : obstacles et opportunités

Besoins	Obstacles	Opportunités
Comportement sexuel responsable	Opposition des parents Nombreux adolescents à risques non scolarisés	Ministère de l'Éducation et syndicats d'enseignants favorables à la prévention Précédent de messages télévisés contre le SIDA Le football est un moyen persuasif pour entrer en relation avec les jeunes gens
Préservatifs destinés aux adolescents	Les préservatifs souffrent d'une mauvaise image	Des entreprises du secteur privé dotées d'expérience en marketing s'intéressent au marché
Accès aux préservatifs	La gratuité des préservatifs est refusée aux adolescents. Les préservatifs du marché sont chers et de mauvaise qualité	Intérêt du secteur privé
Accès aux services	Les adolescents souffrent de MST ou sont porteurs du VIH sans le savoir	Il existe des structures de dépistage et de conseil L'infrastructure pour la fourniture de services est adéquate mais doit être réorientée Les jeunes ont recours à la « médecine des rues » pour traiter leurs MST Possibilité de travailler avec les vendeurs des rues pour qu'ils informent les jeunes à propos de comportements à moindre risque.

III.5.2 Organisation du texte

Plutôt que de se limiter à une simple description des situations, un rapport d'analyse de situation doit présenter les conclusions de l'analyse des situations ayant trait au VIH/SIDA dans le pays. L'exemple suivant présente le plan d'un rapport abordant les thèmes principaux tels qu'ils ont été décrits ci-dessus.

Exemple de plan de rapport

Remerciements, table des matières, liste des abréviations

- **Résumé d'orientation**

Résumé des conclusions principales de l'analyse dans chacun des domaines importants de la situation du pays, y compris les obstacles et les opportunités

- **Introduction**

Contexte dans lequel s'inscrit l'analyse de situation, principes fondamentaux, description de l'équipe chargée de l'étude, formation, etc.

- **Méthodes et approches de recherche**

- **Analyse de la situation dans les domaines clés**

Cœur du rapport : présentation des conclusions-clés de la phase analytique de l'exercice.

Celles-ci peuvent être présentées selon le plan proposé ci-dessus.

– *Raisons pour lesquelles le sujet est important, les principaux déterminants.*

– *Besoins de réponse.*

– *Obstacles et opportunités.*

- **Bibliographie recensant les sources principales**

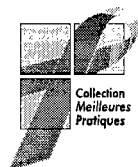
III.6 Diffuser le rapport pour commentaires; finaliser le rapport

Avant de soumettre le rapport final, l'équipe doit rencontrer de nouveau le responsable du programme national ainsi que le Comité national de lutte contre le SIDA afin de leur soumettre un projet de rapport et leur présenter ses conclusions.

Un large éventail de personnes appartenant à des communautés touchées par le VIH aura été consulté lors de l'analyse de situation. Les responsables clés de ces communautés doivent également avoir une chance d'entériner les conclusions du rapport. Leur accord contribuera largement à faciliter les étapes suivantes du processus de planification stratégique.

Lorsque le rapport est diffusé, une date limite doit être fixée pour la réception des commentaires, ainsi que la date à laquelle le rapport final doit être publié et officiellement soumis au responsable du programme national de lutte contre le SIDA.

Les plans de diffusion du rapport varient selon les pays. Dans certains cas, l'équipe chargée de l'analyse de situation ne sera ni responsable, ni même impliquée dans la diffusion du rapport. Dans d'autres cas, elle peut s'investir grandement dans des activités telles que des conférences de presse et des présentations à des personnes impliquées dans la réponse au VIH/SIDA.



L'ONUSIDA conseille vivement la plus grande transparence dans la dissémination des informations sur le VIH/SIDA. Pour cela, les rapports et enquêtes doivent être rendus publics de nombreuses façons : simples publications et présentation aux médias, présentations publiques, site internet. De nombreux pays ont adopté cette attitude et en ont été récompensés par une prise de conscience croissante – tant par l'ensemble de la population que par une multitude de groupes cibles – de l'importance de l'épidémie et de ses effets et par une meilleure compréhension des moyens déployés pour la combattre.

IV. Etape suivante : vers une analyse de la réponse

Les analyses de situation ne sont pas une fin en soi. Le rapport d'analyse de situation est un document essentiel pour analyser la réponse et formuler le plan stratégique national (voir *Modules 2 et 3*).

L'analyse de situation et l'analyse de la réponse sont dans une certaine mesure des activités allant de pair, puisque le contexte dans lequel s'inscrit l'épidémie à VIH aura été influencé par la réponse déjà donnée (ou par l'absence de réponse), tandis que les programmes et initiatives actuels constitueront une réponse à la situation culturelle, sociale et économique actuelle.

L'équipe chargée d'analyser la réponse prendra comme point de départ les groupes vulnérables et les questions structurelles décrits dans l'analyse de situation, les considérera comme des facteurs clés de l'épidémie, et étudiera dans quelle mesure la réponse a satisfait ou non aux besoins dans ces domaines. Elle évaluera si les initiatives ont pris en compte les obstacles définis dans l'analyse de situation et si elles ont tenté de tirer profit des opportunités identifiées.

V. Bibliographie

A Field Manual on Selected Qualitative Research Methods

B Yoddmunern-Altig, G A Attig, W Boonchalaski Eds.
Institute for Population and Social Research, Mahidol University, Thailand

The Zambia HIV/AIDS Project: A Case Study of Participatory Design

P L Hanscom, Social Impact. US Agency for International Development,
Health Technical Services Project, December 1996

Basic Concepts and Techniques of Rapid Appraisal.

J Beebe. *Human Organization*, Vol. 54, No.1, 1995

Directives pour la résolution des problèmes par l'équipe de district à l'intention des services de Santé maternelle et infantile de Planification familiale et autres Services de Santé publique.

Organisation mondiale de la Santé, Genève, 1993

Rapid Evaluation Method Guidelines for Maternal and Child Health, Family Planning and other Health Services

World Health Organization, Geneva, 1993

Preventing AIDS: The Design of Effective Programs

R O Valdiserri, Rutgers University Press, 1989

The Rapid Assessment and Response guide on substance use and sexual risk behaviour (SEX-RAR)

World Health Organization, Geneva, 1998

Participatory Rapid Appraisal for Community Development

J Theis and H M Grady. International Institute for Environment and Development

HIV and Development Workshop: Participant's Manual

UNDP Regional Project on HIV and Development for Sub-Saharan Africa
Dakar, Senegal, February 1997

Causal thinking in the health sciences: Concept and strategies of epidemiology

M Susser, Oxford University Press, New York 1973

Determinação social do processo epidêmico, in: Epidemiologia 1. Textos de apoio.

R G Marsiglia *et al.* PEC/ENSP. ABRASCO. Rio de Janeiro. 1985

United Republic of Tanzania: AIDS assessment and planning study

The World Bank, Washington DC, 1992

Contextual assessment procedures for STD and HIV/AIDS prevention programmes

Global Programme on AIDS, World Health Organization, Geneva, 1995

Second generation national AIDS programme process: a facilitator's guide

Global Programme on AIDS, World Health Organization, Geneva, 1995

Collection Meilleures Pratiques de l'ONUSIDA

Dans le cadre de cette collection, l'ONUSIDA élabore une collection de documents intitulés «Actualisation» sur des sujets importants relatifs au VIH/SIDA et au développement. Ceux-ci traitent des défis qui se posent sur le terrain et donnent des exemples précis des actions qui ont porté leurs fruits à ce jour. Ils permettent de mener une analyse de situation en attirant l'attention sur les racines sociales et économiques des différents comportements et situations liées au VIH.

Des «Actualisation» sont disponibles sur les sujets suivants : anti-rétroviraux, sécurité transfusionnelle, mobilisation de la communauté, conseil, méthode de test, diagnostique des déterminants, droits de la personne, transmission de la mère à l'enfant, hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, planification stratégique nationale, personnes vivant avec le VIH/SIDA, réfugiés, écoles, prisons, MST, le préservatif féminin, la tuberculose et la vulnérabilité des femmes. La collection s'agrandit chaque jour. Ces documents sont disponibles dans les bureaux de l'ONUSIDA et peuvent être téléchargés sur l'internet à partir de notre page d'accueil : <http://www.unaids.org>.

La série *Epi Fact Sheet* de l'ONUSIDA

L'ONUSIDA collabore avec les programmes nationaux de lutte contre le SIDA et l'OMS pour compiler une série de feuilles d'information présentant des données épidémiologiques sur les pays. Ces feuilles d'information comprennent des statistiques sur la prévalence du VIH, du SIDA et des MST ainsi que sur les cas déclarés de SIDA. Elles présentent aussi les indicateurs sociaux économiques et de soins de santé pouvant expliquer la vulnérabilité au VIH. Enfin, elles fournissent des données sur les comportements à risque et la connaissance des risques. Ces données, d'importance capitale pour toute analyse de situation, sont disponibles pour un grand nombre de pays et peuvent être obtenues auprès des programmes nationaux anti-SIDA. Pour d'autres pays, les bureaux ONUSIDA nationaux et régionaux ainsi que le Siège à Genève peuvent fournir des exemplaires des *EPI fact sheets*.

Série des Profils de pays de l'ONUSIDA.

La série des Profils de pays donne des informations, pays par pays, sur le contexte de l'épidémie à VIH et les actions actuellement mises en place pour endiguer sa propagation et son impact. Un Profil de pays contient de nombreuses informations utiles à une analyse de situation. Il décrit les principaux facteurs de risque. Il aborde par exemple les éléments les plus importants pouvant influencer l'épidémie dans un pays. Les Profils de pays peuvent être obtenus dans les bureaux ONUSIDA nationaux ou régionaux ainsi qu'au Siège à Genève.

Sources d'information

Les suggestions suivantes énumèrent les sources fournissant différents types d'informations nécessaires à une analyse de situation. L'équipe chargée de l'analyse devra garder à l'esprit que l'épidémie touche des personnes différentes de manière différente. Plus l'information est précise, plus il est facile d'expliquer qui est vulnérable à l'infection à VIH et à son impact et pourquoi. Il est conseillé d'essayer de rassembler des informations séparées pour les hommes et les femmes et pour les différents groupes d'âge. Dans certains pays, rassembler des informations par religion, groupe ethnique ou linguistique met en évidence de grandes différences de vulnérabilité à l'infection.

Indicateurs structurels

Les indicateurs structurels de base – la richesse, l'éducation, l'accès aux services par exemple – sont faciles à obtenir et permettent de dresser un tableau rapide du paysage dans lequel s'inscrit le VIH.

Pour obtenir ces informations, qui peuvent être conservées et mises à jour régulièrement, il suffit de consulter les documents émis par le bureau national de la statistique ou les statistiques publiées par différents ministères. Elles sont généralement regroupées d'une manière qui les rend faciles d'accès par des organisations internationales tels la Banque mondiale, le PNUD ou d'autres organismes coparrainants de l'ONUSIDA. Les publications de l'ONUSIEN «Epi Fact Sheet» et «Profils de pays» recensent les indicateurs socio-économiques pouvant avoir des implications sur l'épidémie du VIH. Plusieurs institutions privées rassemblent également ces informations – les banques privées et les agents de change élaborent des profils de nombreux pays tandis que des entreprises telles que «The Economist Intelligence Unit» et «Business Monitor» compilent et mettent à jour régulièrement des données structurelles.

Données épidémiologiques

Un examen des données épidémiologiques révélera ce que l'on sait sur les caractéristiques et les tendances générales de l'infection dans un pays.

Les données de la surveillance épidémiologique sont généralement compilées par le ministère de la Santé. Il est également possible d'obtenir ces données par le biais d'organisations internationales telles le «US Bureau of Census» et l'OMS. Cette dernière maintient une liste exhaustive des cas déclarés. La série *Epi fact Sheet* de l'ONUSIDA compile un ensemble de données sur la prévalence du SIDA, du VIH et des MST. La série «Profil de Pays» résume les facteurs de risque épidémiologiques. Il est possible, dans certains pays, de trouver des études contenant des informations sur le VIH au sein de groupes de populations spécifiques. Les conclusions de ces études sont généralement publiées dans des revues nationales et internationales. Il est également possible d'avoir accès à ces conclusions en effectuant une recherche dans la base de données AIDSLine ou MEDLine.

Etudes sur les connaissances, les attitudes et les comportements à risque

Des enquêtes ou autres études sur les connaissances, les attitudes face à l'épidémie, les personnes infectées, les habitudes sexuelles et la consommation de drogue par injection et les informations sur ces comportements aident à déterminer les sous-groupes de populations vulnérables à l'infection et aux souffrances qu'elle engendre.

Dans de nombreux pays en développement, les DHS (Demographic and Health Surveys – enquêtes démographiques et sanitaires) rassemblent régulièrement des informations au niveau national sur la famille, y compris sur les comportements sexuels et sur l'utilisation du préservatif. De nombreuses

enquêtes récentes comprennent un module traitant spécifiquement du VIH/SIDA. L'OMS a également parrainé une série d'enquêtes au niveau national sur les comportements sexuels et le «Les Epi Fact Sheets» de l'ONUSIDA contiennent des indicateurs résumant les connaissances, les attitudes et les comportements en matière d'infection à VIH.

Tandis que les sondages nationaux sont très utiles pour définir un cadre général, les études approfondies sur des populations plus restreintes sont généralement plus utiles pour décrire les perceptions, les représentations, les sentiments et les comportements concernant des sujets sensibles tels que le sexe et la toxicomanie. Lorsque ces études sont le travail d'universitaires, elles sont souvent publiées dans des revues. Elles sont également souvent entreprises ou parrainées par des ministères ou des ONG et publiées en tant que documents hors série.

Autres études sociales et économiques

Les deux sections précédentes auront permis de déterminer quelles personnes sont infectées ou risquent de l'être. D'autres études permettront de savoir pourquoi. Il existe des études sur le statut des femmes, les traditions en matière de mariage, le marché du travail, l'infrastructure juridique, les schémas de migration, la situation des droits de la personne, etc. Celles-ci aideront aussi à cerner les conditions dans lesquelles les soins et les services sont mis à la disposition des personnes vivant avec le VIH et des communautés les plus vulnérables à l'épidémie.

Comme pour les études concernant plus directement le VIH, des études sur de nombreuses questions sociales sont publiées dans des revues spécialisées par des universitaires ou par des ministères. Les organisations internationales telles que les coparrainants de l'ONUSIDA, le Bureau international du Travail (B.I.T.), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) notamment possèdent également des informations dans ces domaines.

Des instituts de recherche du secteur privé, des laboratoires d'idées, des banques ou des consultants pourraient également avoir élaboré des rapports sur les secteurs ou les sujets clés dans des domaines touchant à l'économie. Les sociétés de recherche de marchés et les agences de publicité sont souvent des sources d'information sur les médias et la communication. Les informations à caractère politique peuvent provenir d'instituts d'études stratégiques, de consultants en risques politiques et d'institutions, nationales ou internationales, de défense des droits de la personne. Parfois, des associations professionnelles détiennent des informations dans des domaines qui présentent un intérêt pour leurs membres.

Informations sur les ressources clés

L'analyse de situation recherche l'opportunité d'engager de nombreux groupes, compétences et ressources dans la réponse nationale au VIH. Il est par exemple possible d'identifier des partenaires potentiels en parcourant des listes d'entreprises, d'associations professionnelles ou d'organisations communautaires qui pourraient jouer un rôle, quel qu'il soit, dans la réponse. Les chambres de commerce et d'industrie, les conseils en développement du commerce, les ambassades et les collectifs des ONG publient aussi des listes d'entreprises, d'associations communautaires et de groupements professionnels intervenant dans de nombreux domaines.